

Question1

Les dépenses d'entretien et de réparation sont celles qui ont pour objet de conserver ou de remettre en bon état d'utilisation les immobilisations. En fonction de la qualification de ces dépenses leur déduction se fera soit immédiatement en temps que charge d'exploitation soit par la voie de l'amortissement en tant qu'immobilisation.

1. principe de classement des dépenses entre charges et immobilisation

La première question à se poser est de savoir si les travaux ont pour objet le remplacement ou non d'un composant ?

- + Si la réponse est oui : il faut procéder à l'immobilisation et peu importe que les travaux en question augmentent ou non la valeur ou la durée d'utilisation du bien.
- + Si la réponse est non : on a alors recourt aux critères traditionnels dégagés par la jurisprudence, ces dépenses seront déductibles au titre des charges d'exploitation à condition que les travaux n'est pas pour effet d'augmenter la valeur du bien ou de prolonger sa durée d'utilisation. (arrêt ce de juin 1959). Mais s'ils augmentent la valeur du bien, on va immobiliser.

2. les principales applications

-les travaux afférant à la construction

Pour les travaux périodiques et les travaux courants, en principes charges déductibles.

Pour les travaux afférant à des aménagements intérieurs, charges déductibles.

Pour les travaux sur le gros œuvre : sur les fondations d'immeuble charges déductibles, si porte sur la toiture elle a du être immobilisée comme composant donc pas déductible.

-travaux afférant aux installations générales (chauffage ou installation électrique), ils portent sur des composants (si on remplace) donc non déductibles.

En l'espèce, pour les travaux de ravalement de façade :

-dépense d'entretien dont l'objet est le maintien en état d'une immobilisation

-une telle dépense peut elle constituer une charge déductible pour la sa ?

-39-1 CGI l condition qui pose problème est celle relative a la valeur de l'actif c'est à dire que la dépense sera déductible à condition de ne pas augmenter ni la valeur de l'immobilisation ni sa durée d'utilisation.

-en l'espèce le ravalement de façade n'affecte pas sa durée et n'augmente pas sa valeur, il évite sa dépréciation.

-cette dépense constitue une charge d'exploitation immédiatement déductible.

Pour l'agrandissement de l'entrepôt :

-il s'agit d'une dépense d'agrandissement ayant pour conséquence l'augmentation de la valeur d'un élément d'actif immobilisé.

-est ce une charge déductible pour l'entreprise ?

-39-1 CGI condition qui pose problème est celle relative a la valeur de l'actif c'est à dire que la dépense sera déductible à condition de ne pas augmenter ni la valeur de l'immobilisation ni sa durée d'utilisation.

- en l'espèce, la dépense engendre une augmentation de l'actif net.

- cette dépense ne constitue pas une charge d'exploitation immédiatement déductible, elle doit faire l'objet d'un amortissement.(Ici on va pratiquer un amortissement linéaire sur 20 ans car c'est un immeuble donc l'annuité d'amortissement de 2008 : $15\,000 \times 15\% = 750$ euro.)

Question2 :

Article 39-5 5° prévoit la possibilité pour l'entreprise de constituer des provisions en franchise d'impôt. Il existe 2 grandes catégories de provisions :

-les provisions proprement dites qui sont celles correspondant à des sommes prélevées sur les résultats pour faire face à des pertes ou charges ultérieures.

-provisions réglementées qui sont expressément instituées par un texte et qui ne correspondent pas forcément à l'objet normal d'une provision, il y en a 7.

Ici on s'attardera sur le 1^{er} cas :

- **Définition :**

Fraction des bénéfices d'un exercice qu'une entreprise met de côté en vue de faire face ultérieurement soit à une dépréciation ou perte d'un élément de l'actif soit à une augmentation du passif exigible à plus ou moins long terme.

Il y a 2 types de provisions :

-provisions pour pertes qui ont pour objet de faire face à des risques de 2 ordres : dépréciation des éléments de l'actif et cela concerne les immobilisations non amortissables ou perte d'exploitation comme des créances douteuses ou des litiges.

-provisions pour charges qui ont pour objet de couvrir des dépenses qui correspondent à des charges qui doivent être supportées ultérieurement trouvent cependant leur source dans des faits survenus au cours de l'exercice (exemple provision pour impôt à payer) ou qui en raison de leur nature ou de leur importance doivent être réparties sur un certain nombre d'exercices. (exemple provision pour grosse réparation).

- **Conditions de déduction**

- Les conditions de fond :

+la provision doit être destinée à faire face à une perte ou charge déductible de l'assiette de l'impôt c'est à dire qu'une provision ne peut être admise en provision que si elle est destinée à faire face soit à une perte ou une dépréciation d'un élément de l'actif soit à une charge qui aurait elle-même été déductible des résultats de l'exercice si l'événement envisagé s'était réalisé au cours de cet exercice.

+la perte ou la charge doit être nettement précise quant à sa nature et son montant. Pour la nature, elle devra être individualisée avec précision, pour son montant car que le montant de la perte ou charge doit pouvoir être évalué avec une approximation suffisante. En sachant que le conseil d'état admet la validité des provisions calculées de façon statistique à condition qu'aucune autre méthode ne puisse être retenue et que le calcul soit fondé sur des données statistiques issues de l'expérience et relatives à un ensemble homogène et de nature à exprimer avec une précision suffisante le montant probable des pertes ou charges. En revanche le conseil refuse les provisions calculées de manière forfaitaire.

+la perte ou la charge doit être probable c'est à dire ni certaine ni éventuelle. la probabilité est établie par des circonstances précises particulières alors que l'éventualité résulte d'un simple risque d'ordre général.

+la probabilité de la perte ou charge doit résulter d'un événement en cours à la clôture de l'exercice.

- Conditions de formes :

+ La provision doit être effectivement comptabilisée

+ la provision doit figurer sur le tableau des provisions à joindre avec la déclaration des résultats de l'exercice.

III le sort des provisions :

A) le sort des provisions régulièrement constituées c'est à dire celle qui dès l'origine satisfait aux conditions de fond et de forme de l'exercice.

Il y a 3 hypothèses :

-la provision a été utilisée conformément à son objet : on a alors 3 possibilités :

*la perte ou la charge s'impute en totalité sur la provision : la provision est totalement apurée et la déduction anticipée définitive.

*la perte ou la charge excède le montant de la provision : la provision est apurée et l'excédant de charge déductible sans vérifier les conditions.

*la perte ou la charge est inférieure au montant de la provision : l'excédant de provision doit être rapporté aux résultats imposables, la déduction anticipée n'est donc définitive qu'à concurrence de la perte ou charge réelle.

-la provision est devenue sans objet c'est à dire que la perte ou charge que la provision devait couvrir ne se réalise pas. Dans ce cas la provision doit être rapportée aux résultats de l'exercice au cours

duquel elle est devenue sans objet (sauf si la constitution régulière de la provision a eu pour effet de faire apparaître un déficit fiscal qui n'a pas pu par la suite être déduit des bénéfices imposables en raison de la limitation de la durée du report déficitaire.

-la provision a été détournée de son objet c'est à dire qu'elle a reçu en tout ou partie une affectation autre que la compensation de la perte ou charge pour laquelle elle avait été considérée. Dans ce cas la montant total ou partiel de cette provision doit être rapporté au résultat fiscal de l'exercice de détournement.

B) le sort des provisions irrégulières des l'origine

Elles doivent en principe être rapportées au résultat de l'exercice au cours duquel elles ont été portées à tort en comptabilité. Toutefois, si cet exercice est prescrit, l'administration a le pouvoir de réintégrer la provision dans les bénéfices du 1^{er} exercice non prescrit.

-En l'espèce, la sa aurait pu la faire passer à une déduction pour perte si elle arrive à prouver que ces ristournes feront passer son exercice en déficit mais ici elle a choisit provision pour charge.

-problème liée à la condition selon laquelle la probabilité doit résulter d'événement en cours à la clôture de l'exercice.

-en l'espèce les bons cadeaux sont remis au cours de vente ayant lieu en 2008 pour être utilisés sur des ventes qui auront probablement lieu en 2009 or sur le plan comptable le principe est que doivent donner lieu à la constitution d'une provision les réductions **qui correspondent aux droits accumulés accordés au client au titre des ventes passées et utilisable à l'occasion des ventes futures.**

Pour s'aligner sur le traitement comptable, le conseil admet désormais les déductions fiscales de ces provisions. Ce 2 juin 2006. Les autres conditions ne posaient pas problème donc les 40 000 euro peuvent être déductible au titre des provisions.

Question 3

-voyage d'affaire et non d'un voyage de stimulation pour lesquelles la déduction serait intégrale. Le voyage d'affaire entre dans la catégorie des frais généraux.

-ces frais sont ils déductibles ?

-39-I avec une condition qui pose problème à savoir l'intérêt de l'entreprise. pour le dirigeant, le voyage correspond bien à l'intérêt de l'entreprise car il a un but professionnel qui permet la connaissance de nouveau contact. En revanche la présence de l'épouse n'a aucun intérêt pour l'entreprise.

-la partie des frais engendré par le dirigeant déductible et le reste non déductible.

Question4

-amende pénale, dommage et intérêts, frais liés à la corruption d'agent privé étranger et frais liés à la corruption d'agent public étranger.

-39-2 pour les 2 premiers et 39-2 bis pour les 2 derniers.

39-2 va exclure de la déductibilité les amendes, confiscations et pénalités de toute nature mais aussi les amendes qui sanctionnent un manquement à des dispositions d'ordre public et enfin celle qui constitue pour l'auteur de l'infraction une peine personnelle.

-en l'espèce 39-2 bis exclusion de la déductibilité des frais liés à la déductibilité des frais liés à la corruption d'agent privés étrangers si cela est dans le but d'obtenir ou de conserver un marché ou un autre avantage indus.

-en l'espèce l'amende pénale sanctionne un manquement à une disposition d'ordre public donc non déductible. Les dommages et intérêts ne sont pas visés par la déduction. Ils pourront donc être déduits s'ils répondent aux autres conditions de déductibilité et notamment la condition de l'intérêt de l'entreprise. Arrêt 2000 Philippe précise qu'une dépense illicite peut être déductible si effectuée dans l'intérêt de l'entreprise. En l'espèce eu égard au profit retiré de l'acte illicite, les dommages et intérêts apparaissent comme déductibles.

Pour les frais relatifs à la corruption d'agent privés étrangers, ils ne sont visés par aucune exclusion à condition que l'entreprise prouve son intérêt.

Pour les frais relatifs à la corruption d'agent publics étrangers, ils sont visés par une exclusion donc non déductibles.

Question 5

-location d'un domaine de chasse donc frais généraux

-ces frais peuvent-ils constituer une charge déductible ?

-39-4 exclut de la déductibilité les charges somptuaires dont font partie les dépenses ayant trait à l'exercice de la chasse toutefois les frais et charges à caractères somptuaires peuvent être admis en déduction si l'entreprise justifie qu'ils sont nécessaires à son activité et conforme à son objet social. (JO sénat 1961) cela dit la doctrine administrative du 1 octobre 1992 a précisé que les essais doivent être effectués par l'entreprise elle-même.

-en l'espèce, si l'entreprise effectue elle-même ces tests et puisque son objet social prévoit la fabrication et la commercialisation d'articles de sport, la SA devrait pouvoir bénéficier de l'exception et donc déduire les 30 000 euros.